



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

grèves

Question au Gouvernement n° 194

Texte de la question

MALAISE DANS LES SERVICES PUBLICS

M. le président. La parole est à M. Pierre Goldberg, pour le groupe des député-e-s communistes et républicains.

M. Pierre Goldberg. Ma question s'adresse au Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Après les enseignants et les parents d'élèves, les agriculteurs et les routiers, aujourd'hui, à l'appel des organisations syndicales, plusieurs dizaines de milliers de salariés du secteur public et de fonctionnaires sont à nouveau dans la rue. Cheminots, agents de La Poste, gaziers et électriciens, hospitaliers, fonctionnaires territoriaux, contrôleurs aériens, employés des sociétés d'autoroutes et des transports urbains, tous manifestent leur mécontentement et leur inquiétude.

Cette situation n'est pas uniquement la conséquence de la dégradation de l'emploi, aussi grave qu'elle soit. Tout est instable, jusqu'aux fondamentaux de notre démocratie, puisque l'assurance maladie et les retraites sont menacées par plusieurs projets du Gouvernement.

Le mécontentement de ces salariés est dû à la perte de pouvoir d'achat et à la dégradation de l'emploi public, malmené par un gouvernement qui n'a d'yeux que pour la compétitivité des entreprises privées. Leur inquiétude est grande face à l'avenir incertain de leurs régimes de retraite et aux menaces qui pèsent sur certaines entreprises publiques promises à la privatisation, comme EDF-GDF, Air France, voire, peut-être, la SNCF.

M. Jean Auclair. C'est faux !

M. Pierre Goldberg. Pour y parvenir, votre gouvernement rogne partout sur les droits sociaux, sous prétexte d'aligner le public sur le privé avec pour objectif, entre autres, de réformer les retraites en créant les conditions de la capitalisation.

On vous dit hantés, à droite, par le spectre de 1995. Quelles réponses, messieurs, apporterez-vous à ce mécontentement et à ces inquiétudes ? Allez-vous entendre ce qui monte de la France d'en bas dont vous vous réclamez ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur quelques bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire.

M. Christian Bataille. Cette fois-ci, il faut répondre !

M. Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. A vous entendre, monsieur le député, on croirait presque que vous souhaitez voir les syndicats descendre dans la rue pour mieux trahir votre incapacité politique à susciter un débat sur l'avenir du service

public ! (*Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. Christian Bataille. Encore une fois, vous n'allez pas répondre !

M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Le Premier ministre et l'ensemble du Gouvernement ont montré toute l'importance qu'ils accordent au secteur public. Les fonctionnaires eux-mêmes, lors de nos rencontres, reconnaissent que l'absence de décision politique fragilise leurs systèmes de retraites et le développement des services publics.

M. François Goulard. C'est vrai !

M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Ils attendent de nous esprit de décision, courage et responsabilité, afin qu'un pays performant puisse s'appuyer sur un service public performant. C'est notre détermination. C'est notre volonté.

M. Christian Bataille. Répondez !

M. le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire. Nous nous engageons à poursuivre le dialogue avec eux pour mieux accompagner, avec méthode, le changement nécessaire, tout en comprenant et partageant leur légitime inquiétude, qui suscite une attente vis-à-vis de la réforme que nous avons décidé de mettre en oeuvre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et sur de nombreux bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Goldberg](#)

Circonscription : Allier (2^e circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 194

Rubrique : Fonctionnaires et agents publics

Ministère interrogé : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Ministère attributaire : fonction publique, réforme de l'Etat et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 novembre 2002